



La Commune



La crise, « les gauches » et nous

« les gauches » et nous | Réponse à l'article de François Sabado « les gauches et la crise »

l'article de François Sabado " les gauches et la crise " mérite plus d'une réponse. A cette étape, nous nous contenterons d'amorcer modestement les réponses qu'appellent selon nous, ses digressions. Le débat est sérieux, sans aucun doute mais il est loin de n'être qu'idéologique car les conclusions du camarade Sabado ont des conséquences, en particulier en termes de complaisance avec le Front de gauche, et là, pas d'accord. On trouvera l'intégralité de son article dans la revue Contretemps : [-><http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article28650>].

Deux mots d'introduction sur la crise

Il est étonnant qu'un texte qui se rapporte à la crise en élude le contenu précis, à savoir que la crise trouve sa source dans la surproduction, laquelle est favorisée, tout comme la spéculation, par la baisse des taux de profits, comme le soulignait Marx en son temps dans Le Capital (http://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3_14.htm). Le mode de production capitaliste produit bien plus de marchandises que ne peuvent en consommer les marchés. En outre, ce phénomène de surproduction, ne se réduit pas à la sous-consommation des masses, comme le notait Engels dans " l'anti-Dühring " , il est inhérent à un système dont le but est la plus-value, plus exactement d'ailleurs le taux de profit maximum et non la satisfaction de la " demande " et, encore moins des besoins sociaux.

Le " choix keynesien " selon Sabado

Après nous avoir expliqué que la social-démocratie, sous la poussée de la crise, s'adapte au capitalisme " néo-libéral ", Sabado écrit :

" D'aucuns pensaient que, sous les effets de la crise, des secteurs des classes dominantes, et à leur suite les partis de l'Internationale socialiste en Europe, allaient s'orienter vers des politiques keynésiennes ou néo-keynésiennes, de relance de la demande, d'intervention publique plus forte. Au contraire, les Partis socialistes ont relayé, quand ils n'en ont pas été à l'initiative, des politiques d'austérité, ainsi en Europe du Sud et aujourd'hui en France. Aucune classe dominante ni aucun Etat ne reprend à son compte des politiques keynésiennes ou de compromis sociaux. Au contraire, ces secteurs utilisent la crise pour accroître les taux d'exploitation et de plus-value. La concurrence inter-capitaliste les conduit à une marche forcée pour baisser le niveau de vie de millions de gens. Mais au-delà des grandes tendances économiques, il y a un problème politique : le choix keynésien est le produit de rapports de forces imposés par les luttes de classes. C'est la Révolution russe, les poussées des luttes des années 1930 ou celles de l'après-guerre et des années 1960 qui ont imposé de telles politiques aux bourgeoisies et aux Etats. Aujourd'hui, la dégradation du rapport de forces au détriment des classes populaires n'oblige en rien ceux d'en haut à des politiques de concessions ou de compromis sociaux. "

Tâchons de comprendre : contrairement à ce que nous pensions, ce ne serait pas la dynamique même de la crise des années 30 qui a conduit certains Etats à faire " le choix Keynésien ", mais les " poussées des luttes ". Or, de fait, le " choix keynésien " de Roosevelt en 1932 a précédé " la poussée des luttes " qui s'est effectivement produite deux ans plus tard, donnant corps à la constitution et au développement du CIO. Dans l'ensemble, le " choix keynésien " s'imbrique dans la préparation de la guerre impérialiste

Dans tous les cas de figure, quel que soit le rapport des forces à un instant T, il s'agit d'empêcher que la tendance à l'effondrement du capitalisme - pour reprendre l'expression de Rosa Luxemburg- ne se transforme en une situation révolutionnaire ou, à tout le moins, en une situation de chaos

Quant aux politiques de collaboration de classe mises en oeuvre au lendemain de la guerre (avec l'aide du plan Marshall) pour endiguer la vague révolutionnaire et sauvegarder l'ordre bourgeois, elles prenaient effectivement en compte le rapport des forces entre les classes. Mais voilà belle lurette que ces politiques ont été mises en cause.

Les capitalistes ont-ils le choix ?

François Sabado part donc du postulat que le rapport des forces est défavorable aux salariés, qu'il s'est dégradé en faveur du patronat. Pour cette raison-là, " ceux d'en haut " ne sont pas obligés de mener une politique de concessions ou de compromis

sociaux. Or, Sabado écrit lui-même :

1. " La concurrence inter-capitaliste les conduit à une marche forcée pour baisser le niveau de vie de millions de gens ".
2. " Aucune classe dominante ni aucun Etat ne reprend à son compte des politiques keynésiennes ou de compromis sociaux. Au contraire, ces secteurs utilisent la crise pour accroître les taux d'exploitation et de plus-value ".
3. " La globalisation capitaliste exige de l'Europe, maillon faible du système, si elle veut assurer sa place dans la concurrence mondiale, qu'elle casse ce qui reste du " modèle " . "

Ce n'est pas tant qu'ils " utilisent la crise ". C'est la crise elle-même qui les oblige à tout mettre en oeuvre pour accroître les taux de plus-value, c'est-à-dire le degré d'exploitation des travailleurs. Mais, il oublie de dire pourquoi. Ou plutôt, en quoi c'est vital pour eux. Il faut, en effet, accroître le taux de plus-value pour restaurer les taux de profits. Marx l'a appelé à plusieurs reprises : " La seule chose qui intéresse le capitaliste est le rapport de la plus-value (de l'excédent de valeur que lui rapporte la vente de ses marchandises) à l'ensemble du capital qu'il a avancé "

http://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3_01.htm.

Il convient de citer également l'économiste Robert Rollinat qui a écrit :

*" En fait, avec l'exacerbation de la concurrence capitaliste au niveau international, avec l'approfondissement de la crise qui en résulte, **c'est illusion de penser que les Etats puissent aujourd'hui " préserver " les salariés des effets ravageurs de cette crise sur les salaires et l'emploi et " arbitrer " en leur faveur. Non seulement cela, mais parce qu'ils continuent à représenter les exigences des " marchés " sur le plan politique, ces Etats doivent maintenant, comme en France, sous la pression directe des milieux d'affaires et du patronat organisé, mettre en place de nouvelles mesures " d'austérité " et autres " pactes de compétitivité ". Pour les classes dominantes, il s'agit, vaille que vaille, non seulement de tenter de préserver ou de rétablir la rentabilité du capital déjà investi mais aussi, par tous les moyens, y compris la mise en place de régimes " forts " et la militarisation des économies, de conquérir de nouveaux marchés afin de continuer à extraire et à réaliser la plus-value. Politiquement, il ne s'agit rien d'autre que d'assurer la survie du système. Mais cette survie, et là les enseignements de Marx restent parfaitement actuels, ne pourrait se faire que par la poursuite du processus déjà engagé de dévalorisation-destruction massive de capital et de travail, avec toutes ses conséquences. "***

<http://www.preavis.org/breche-numerique/article2602.html>

Il n'est pas inutile de rendre compte de la façon dont certains organes patronaux en rendent compte :

*" Les entreprises françaises (sociétés non financières, pour être précis) ne se portent pas si bien, leur rentabilité se dégrade. Leur taux de marge (**excédent brut d'exploitation/valeur ajoutée**, correspondant grosso modo à un taux de profit brut **avant intérêts et impôts**) est tombé à 28,7% au dernier trimestre 2011. C'est le niveau le plus bas constaté depuis la fin 1985. A l'époque, les sociétés sortaient d'une période de comptes fortement dégradés, sous l'effet du second choc pétrolier : leur taux de marge était tombé à un minimum historique de 22,1% au cours de l'été 1982. Il était remonté progressivement à partir de 1985, grâce au contre-choc pétrolier et à la modération salariale imposée par le gouvernement socialiste à partir de la mi 1982. Depuis la fin des années 80, ce taux de marge est, le plus souvent, sensiblement au-dessus de 30%. Dans une note parue récemment, l'Institut de l'entreprise souligne la divergence d'évolution entre la rentabilité des entreprises françaises et allemandes. "Sur la période 2000-2008, le taux de marge allemand a progressé pour atteindre 41,7%, tandis que le taux de marge français est demeuré stable à 32,8%" relèvent les experts. Depuis 2008, la rentabilité en France a donc, même sensiblement reculé... l'Institut de l'entreprise ajoute que "la faiblesse des marges françaises limite le recours à l'autofinancement, et contribue à augmenter la charge financière des entreprises, les rendant par-là plus sujettes à un retournement conjoncturel de l'offre de crédit" "*

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20120328trib000690758/la-rentabilite-des-entreprises-francaises-au-plus-bas-depuis1985.html>

On le voit, ce n'est pas le rapport de forces qui détermine les choix " macro-économiques " des cercles dirigeants du capital financier et des Etats qui, ne l'oublions pas, sont les instruments de leur domination de classe, mais les impératifs de survie du système. En revanche, le rapport des forces détermine l'incapacité à augmenter brutalement le taux d'exploitation des travailleurs, au travers des " réformes structurelles ", dont l'attaque contre le salaire différé (ou socialisé) sur lequel est assis l'ensemble du système de sécurité sociale.

l'illusion du " new Deal "

Dans le contexte actuel, le recours à un " New Deal " ne pourrait endiguer la crise. Rappelons, à cet égard ce que Trotsky avait noté à propos de la politique de Roosevelt :

" le New Deal lui-même n'a été possible qu'en raison des richesses colossales accumulées par les générations précédentes. Seule une nation très riche pouvait se permettre une politique aussi extravagante. Bien plus, une telle nation ne peut pas continuer indéfiniment à vivre aux dépens des générations passées. La politique du New Deal, avec ses résultats fictifs et son accroissement réel de la dette nationale, doit inévitablement aboutir à une féroce réaction capitaliste, et à une explosion dévastatrice d'impérialisme " Ou, dit autrement par le même Trotsky : le New Deal est une " forme particulière de désarroi, possible seulement dans un pays où la bourgeoisie a pu accumuler des richesses sans nombre " .

<http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1939/04/lt19390418d.htm>

Ce qui nous renvoie à la question de la Dette publique. Les Etats ne peuvent plus se permettre un accroissement de la Dette, du point de vue de la survie du système, à l'heure où la totalité des recettes de l'impôt sur le revenu sont " absorbées " par le " service de la dette " c'est-à-dire le paiement des intérêts de cette Dette (pour ce qui est de la France), à l'heure où il faut soulager la fiscalité des " entreprises ", redistribuer " autrement " la part de la plus-value transférée dans les caisses de l'Etat. **Il en résulte que " ceux d'en haut " ne tiendront compte du rapport des forces et ne " lâcheront quelque chose "**

que lorsqu'ils " seront menacés de tout perdre ". Ils sont d'autant moins " obligés " d'en tenir compte à cette étape qu'ils peuvent encore miser, à cette étape, sur l'aide acharnée autant que scandaleuse que leur apportent les directions syndicales et politiques du mouvement ouvrier.

La décomposition de la social-démocratie

Mais François Sabado nous parle maintenant de la transformation de la social-démocratie. Elle serait moins ouvrière et plus bourgeoise que dans les années 30.

" Du Pasok grec aux autres partis socialistes d'Europe du Sud, en passant par l'ensemble de l'Internationale socialiste, règnent les politiques de soumission à la dette, de respect de la " règle d'or " de l'austérité budgétaire, de défense des intérêts patronaux. Ce processus d'adaptation résulte aussi d'une intégration croissante de la social-démocratie aux institutions étatiques, des sommets de ces partis aux milieux des marchés financiers et des capitaines d'industrie. l'arrivée d'un Strauss-Kahn à la tête du FMI illustre bien ce processus. Lénine, en son temps, avait qualifié les partis socialistes de partis " ouvriers-bourgeois ". Ces partis sont aujourd'hui de " moins en moins ouvriers et de plus en plus bourgeois ". Ils restent liés, par leur origine historique, au mouvement ouvrier, mais leurs liens avec leur base sociale et politique sont de plus en plus distendus. "

A notre avis, Sabado n'a pas compris (et en tous cas, pas comme nous) ce que Lénine entendait par " parti ouvrier-bourgeois ". Rappelons les fondements de cette caractérisation :

" l'exportation des capitaux procure un revenu annuel de 8 à 10 milliards de francs, d'après les prix et les statistiques bourgeoises d'avant-guerre. Aujourd'hui beaucoup plus, évidemment.

On conçoit que ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de "leur" pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays "avancés" la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés. Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des "Versaillais" contre les "Communards" Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir. " (Lénine- l'impérialisme stade suprême du Capitalisme)

Sur cette base, l'appareil social-démocrate est devenu, il y a un siècle, une agence de la bourgeoisie, ses dirigeants nouant des " liens traîtres " avec la bourgeoisie impérialiste.

Historiquement, la social-démocratie s'appuyait donc sur l'aristocratie ouvrière, cette composante du prolétariat qui était payée " au-dessus de la valeur de sa force de travail " percevant ainsi les " miettes des surprofits des monopoles ". Cette couche sociale a été sacrifiée et décimée au gré des restructurations industrielles qui se sont enchaînées ces dernières décennies.

La décomposition de la social-démocratie suit la décomposition du système capitaliste tout entier. En résumé, si la couche sociale petite-bourgeoise qui est à la base de la social-démocratie est passée, en août 1914 " définitivement du côté de l'ordre bourgeois ", insistons : " définitivement d'après Lénine, les partis socialistes, eux, sont ouvriers-bourgeois, ouvriers par leur origine, bourgeois par leur politique et la nature bourgeoise de l'appareil social-démocrate qui les dirige. Sabado, étonnamment, fait la confusion entre ces deux notions. Rendons-lui justice : il est loin d'être le seul !

Ce qu'est le front de gauche

Les raccourcis-détours théoriques de Sabado convergent en un seul point : les rapports NPA/ FdG). Si l'on suit l'idée de Sabado, il faudrait aller vers un front unique politique avec le FdG

A propos du Front de gauche, Sabado nous explique :

Le refus d'une participation au gouvernement Hollande, certains de ses votes au Parlement contre les politiques d'austérité et son soutien aux luttes sociales créent les conditions de l'action commune avec le Front de gauche. Mais ses ambiguïtés par rapport à la majorité parlementaire socialiste, le refus de revendiquer comme opposition de gauche au gouvernement, les liens institutionnels qui l'unissent au PS sont un frein dans la construction d'une alternative. D'autant plus que le Front de gauche est actuellement contrôlé par le PCF et J-L Mélenchon, malgré quelques voix discordantes qui ne parviennent pas à entamer les rapports de forces en son sein

Quel soutien aux luttes sociales ?

Nous ne prendrons qu'un seul exemple très significatif : lorsque les syndicalistes d'Arcelor-Mittal ont revendiqué la nationalisation de leur usine, les sénateurs et députés FdG n'ont émis aucune proposition de loi en ce sens, laquelle aurait pu susciter une manifestation devant l'assemblée nationale des travailleurs d'Arcelor-Mittal, pouvant rassembler bien au-delà des seuls salariés concernés. On pourrait continuer ainsi sur toutes les luttes. Et rappeler l'actualité immédiate : les députés PCF ont voté sans états d'âme la loi Peillon de " refondation de l'école "...

Le FdG est-il " non-gouvernemental " ?

Quant au refus de participer au gouvernement Hollande, il est induit par la place et le rôle du FDG dans le dispositif de secours antiouvrier du gouvernement : confisquer " l'espace à gauche " en adoptant, jusqu'à un certain point, une attitude contestataire ne devant en aucun cas entrer dans la voie de la rupture avec ce gouvernement. Le tout, pour le compte du gouvernement et de sa politique. Il n'y a donc aucune ambiguïté par rapport à la majorité gouvernementale socialiste. Pour remonter plus loin, le PCF en 1936 n'a pas participé au gouvernement de front populaire, Thorez, principal dirigeant de ce parti, expliquant qu'il occupait

" le ministère des masses ". Ce parti a été le bras armé du Front populaire pour en finir avec la grève générale et préparer la défaite face à Pétain-Hitler.

Le discours est, certes, équivoque, de double langage très exactement, permettant ainsi de tenir en haleine des milliers de militants. Il y a, certes, des divergences entre le PS et le FDG, tout comme il peut en exister au sein du PS, sur les modalités d'application de la politique du gouvernement et sur le rythme des " contre-réformes ", la façon de les accompagner, mais au-delà des grands mots contre " l'austérité " (vidée de tout contenu concret) et " la finance ", il n'y a rien qui aille dans le sens de la rupture avec le gouvernement. Dans les exécutifs locaux, le FdG est l'un des relais de la politique du désengagement de l'Etat et, donc, du gouvernement ; dans les exécutifs syndicaux (CGT et FSU), le FdG met en oeuvre l'orientation des directions syndicales qui a pour but d'empêcher la mobilisation unie pour le retrait des réformes scélérates, des plans sociaux de licenciements et la satisfaction des revendications vitales. Et l'on va voir en 2014 ce qu'il en est aux municipales entre le PS et le Front de gauche !

Politique de Front unique ou Front " unique " politique ?

Le 5 mai dernier, sur insistance de Sabado, le NPA s'est fourvoyé en participant à une manifestation du front de gauche basée exclusivement sur le programme du front de gauche, au risque de devenir, à son insu, un satellite du front de gauche. Sabado envisage un front unique politique avec le front de gauche, qui est en fait un front politique qui n'est en rien " unique " puisqu'il s'agit de " *d'un front unique politique dans la construction d'une alternative politique contre l'austérité et, en particulier, une orientation pour bâtir une opposition de gauche aux gouvernements sociaux libéraux* " qu'il faut distinguer des propositions d'actions concrètes qu'il convient de faire à toute force politique de gauche se réclamant de la lutte contre l'austérité, sur des objectifs précis et concrets, partant des besoins objectifs des masses, à partir des " revendications élémentaires contre l'austérité ".

Encore une fois, le plan d'urgence !

Nous en sommes convaincus, le NPA a un " espace politique " beaucoup plus important que ne le croit Sabado. Seule, l'adaptation au Front de gauche peut le réduire, voire le mener vers sa disparition. Les aventures de la GU et de la GA le prouvent. En outre, les dernières élections partielles montrent bien que les travailleurs ne font pas mouvement vers le FdG, qu'ils assimilent instinctivement à une composante de la " majorité gouvernementale ". En prenant des initiatives dans la lutte de classes aidant à la mobilisation unie pour le retrait des réformes et la satisfaction des revendications, en développant un plan d'urgence de mesures sociales hardies, le NPA peut prendre toute sa place au sein des masses. D'où l'importance de cette discussion sur nos perspectives

Pedro Carrasquedo, Daniel Petri
28 juin 2013

Modifié le dimanche 30 juin 2013

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... >>



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... >>



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... >>
